FRC 21575

DÉPARTEMENT DE LOT ET GARONNE.

Case FRC 21419

RAPPORT

FAIT à la Convention nationale, dans la Séance du 4.e des Sans-Culottides de l'an 2.e, au nom des Comités de salut public, de sûreté générale et de législation réunis,

SUR LA SITUATION INTÉRIEURE DE LA RÉPUBLIQUE;

PAR ROBERT LINDET,

Représentant du Peuple, et Membre du Comité de salut public.

IMPRIMÉ PAR ORDRE DE LA CONVENTION NATIONALE.

A AGEN,

Chez la veuve NOUBEL et FILS, rue Garonne, N.os 2 et 3.

THE NEWBERRY LIBRARY

LIBERTÉ, ÉGALITÉ.

UNION INVIOLABLE

A LA CONVENTION NATIONALE.

ARRÊTÉ

DE L'ADMINISTRATION DU DÉPARTEMENT DE LOT ET GARONNE.

Séance du 24 Vendemiaire, troisième année républicaine.

Le Directoire du département délibérant sur la demande faite par une députation de la société populaire d'Agen, tendante à répandre avec profusion dans le département le rapport fait par Robert Lindet à la convention nationale, au nom des comités de salut public, de sûreté générale et de législation réunis, sur la situation intérieure de la république ;

Interprétant les vues manifestées par le représentant du peuple Ysabeau dans le sein de la société populaire d'Agen ;

Cinq membres délibérant ; arrête : Que le rapport de Robert Lindet, représentant du peuple, fait le quatrième jour des sansculotides, sera imprimé au nombre de six mille exemplaires, pour être distribué dans le département.

Signé, LACOSTE, pour le président ;

DURAND, pour le secrétaire-général.

RAPPORT

Fait à la Convention nationale, dans la Séance du 4.e des Sans-Culotides de l'an 2.e, au nom des Comités de salut public, de sûreté générale et de législation réunis,

SUR LA SITUATION INTÉRIEURE DE LA RÉPUBLIQUE;

Par *ROBERT LINDET*,

Représentant du Peuple, et membre du comité de salut public.

LES Représentans du Peuple ont senti la nécessité de se faire représenter, aux principales époques de la révolution, le tableau de la situation de la France; ils se sont empressés de faire connoître les causes qui avoient préparé ou occasionné ces grands événemens: c'est un compte que nous rendons à la nation. Nous nous rappellons à nous-mêmes ce que nous avons été, ce que nous sommes: nous

nous prononçons ce que nous devons être. La France nous entend et nous juge.

Depuis que les gouvernemens ont usurpé les droits du peuple, ils se sont coalisés pour soutenir leur tyrannie. Une nation ne peut rentrer dans ses droits, réformer son gouvernement intérieur, que les gouvernemens voisins ne se liguent pour l'opprimer. Lorsqu'une nation veut être libre, il ne suffit pas qu'elle le veuille, il faut encore qu'elle soit assez forte, assez puissante, pour résister à la coalition des oppresseurs et des tyrans, et faire reconnoître et respecter sa liberté.

Douze cent mille citoyens sous les armes, qui sont l'avant-garde de l'armée des défenseurs de la liberté, reculent nos frontières dans l'Espagne, dans le Palatinat et la Belgique. Tout cède à leur courage : nos ennemis frappés de terreur, se précipitent dans leurs retraites, accusent leurs chefs et leurs tyrans, et font des vœux secrets pour leurs vainqueurs. Les peuples sacrifiés à l'orgueil des rois, éprouvant seuls les calamités de la guerre, ne voient dans les Français que les vengeurs des droits de l'homme.

L'art des sièges et des campemens perfectionné ; la prudence de ceux qui commandent ; la confiance de ceux qui obéissent ; l'ordre, l'harmonie, la surveillance, vous conservent des héros ; de grandes conceptions, des plans sages et hardis, de nouveaux moyens de guerre, vous garantissent la conservation de vos avantages et de nouveaux succès jusqu'au désarmement de vos ennemis, ou jusqu'au réveil des nations.

Une marine formidable, réunie, sagemen

dirigée, rend impuissante la fureur de vos ennemis, prépare la ruine de leur commerce, et vous promet la liberté des mers.

Les nations qui ont conservé la paix, les gouvernemens qui ont été assez sages pour résister aux insinuations des cours de Vienne et de Londres, apprennent et répètent avec transport les nouvelles de vos victoires et de vos succès : vous avez tout fait pour la liberté, lorsque vous avez su donner une si haute opinion de ses défenseurs. Vous avez conquis l'opinion des peuples. Ils ne demandent plus si vous avez un gouvernement ; ils savent qu'entretenir les plus nombreuses armées de la terre, couvrir la mer de vaisseaux, combattre et vaincre par terre et par mer, appeler le commerce du monde, c'est savoir se gouverner.

Ce sentiment que vous avez inspiré aux peuples du Nord, de l'Afrique et de l'Amérique, et à vos voisins, se manifeste avec éclat. Vos ennemis ne peuvent plus obscurcir ni voiler votre gloire ; ils ne peuvent plus vous ravir la confiance et l'estime des nations.

Par quels moyens la France est elle parvenue à ce dégré de gloire et de puissance ? Par quels étonnans sacrifices a-t-elle comblé tant de ruines et élevé un édifice si prodigieux ? Lorsque la liberté et l'égalité ont été reconnues et solennellement proclamées, tout Français a senti qu'il avoit une patrie ; il a voulu se dévouer pour elle. Tout citoyen est devenu le défenseur et l'appui de son pays. Vous avez rappelé aux hommes qu'ils étoient égaux, qu'ils étoient frères ; ils ont volé au secours les uns des autres ; ils ne se sont plus envisagés

que comme une seule famille, et la France si étroitement unie, est devenue la première et la plus puissante des nations.

Vous voulez que l'on vous rappelle ce que la France a fait, ce qu'elle a souffert pour arriver à cette dernière époque. Vous donnerez une idée sublime du prix que l'on doit attacher à la liberté, et du courage et de la constance des Français, lorsque vous transmettrez à la postérité, et que vous révélerez à toutes les nations que la France, abandonnée à ses seules ressources, a tout créé pour sa défense, qu'elle a étendu et développé ses ressources; que dans la disette et la pénurie, elle s'est imposée les privations les plus pénibles; que la vieillesse a remplacé dans les ateliers la jeunesse qui alloit combattre.

Les arts de la guerre ont occupé tant de bras, ont enlevé un si grand nombre de citoyens aux autres arts, que l'on appréhendoit que l'agriculture, le commerce, les fabriques, ne fussent abandonnés. Les Français ont trouvé des ressources dans leur activité; un travail soutenu nous a préservés des malheurs que l'on avoit tant de raison de craindre. Jamais on n'avoit cultivé et ensemencé une si grande étendue de terre. Le sol de la France a été couvert des productions les plus variées : nulle portion de terrein n'a été négligée. Quelques contrées, frappées de stérilité, dépouillées avant le temps de leurs récoltes, ont soumis à la plus cruelle épreuve l'activité et l'industrie du cultivateur, et ont présenté le spectacle de l'homme aux prises avec la nature, pour réparer ses désastres. Tant de soins et de travaux

ont été sans succès : mais vous saurez porter dans ces lieux des secours proportionnés à tant de pertes, et à des besoins si pressans et si multipliés.

Combien de professions utiles ont été négligées ! combien d'ateliers et de manufactures sont restés déserts ! Cependant les travaux et les efforts d'un petit nombre de citoyens ont suffi. L'on a moins dû s'appercevoir de la diminution de tous les objets de consommation, que s'étonner de voir le peuple entier dans le mouvement et l'agitation que les circonstances commandoient, et un petit nombre de citoyens, appliqués et laborieux, remplacer la majorité de la nation dans les arts sédentaires, et offrir à la consommation les objets indispensablement nécessaires.

Ce qui doit fixer particulièrement l'attention, c'est cette raison sublime du peuple qui s'est imposé tant de privations, qui a établi et maintenu, dans l'administration de ses subsistances, une économie si sévère et si effrayante. Son courage ne l'a point abandonné : il a souffert pour être libre. Quel tableau à offrir à la postérité, que celui d'un peuple qui fait à sa patrie le sacrifice continuel du salaire de ses travaux, de ses vêtemens et de ses subsistances, qui s'oublie pour elle, et recommence chaque jour par des sacrifices qui surpassent les forces humaines !

Vous encouragiez le peuple, vous souteniez son espérance ; vous éclairiez les Français, vous répandiez les lumières ; vous fixiez les arts et les talens, vous employiez le génie et les sciences à la défense de la liberté ; vous don-

niez des lois dignes d'un peuple libre ; vous teniez d'une main ferme tous les ressorts d'un vaste gouvernement ; vous prépariez, vous dirigiez ces grands mouvemens qui appellent sur vous l'attention des peuples, et changent la face de l'Europe.

Tandis que vous remplissiez, avec tant d'éclat vos hautes destinées, que la France, que tous les peuples de la terre applaudissoient à vos immenses travaux, le génie des factions se reproduisoit, et mettoit la patrie en danger. Rappelons ici des événemens dont le souvenir ne doit jamais s'effacer ; ils seront pour nous et pour la postérité une utile leçon. Les représentans du peuple ne doivent pas seulement transmettre à la postérité leurs actions, leur gloire et leurs succès, ils doivent lui transmettre la connoissance des dangers, des malheurs et des fautes : ainsi les premiers navigateurs ont marqué les écueils qu'ils ont su éviter, et ils ont appris à leurs successeurs à tenir une route sûre entre ces écueils que nul art ne peut faire disparoître, mais dont l'expérience a appris à s'approcher ou à s'éloigner sans danger.

La convention nationale avoit frappé et anéanti, par son décret du 2 juin, une faction puissante, pourvue de talens, mais jouissant d'une plus grande réputation, qui, n'ayant pu concevoir un plan de gouvernement, s'étoit jetée dans les bras d'un principal ministre, s'opposoit à ce qu'on donnât à la France des lois et une constitution, ne parloit que d'elle, entretenoit la France d'elle seule, et alloit livrer à un protecteur étranger ou à ses anciens tyrans une nation qui ne connoissoit ni ses

malheurs, ni ses dangers, ni ses moyens, ni ses ressources, et qu'un ministre coupable n'entretenoit que des opinions, ou frivoles, ou criminelles de quelques-uns de ses représentans.

L'opinion publique se trouva quelque temps partagée ; la sensibilité s'intéressa pour des hommes dont on ignoroit les vues ambitieuses : la France ne fut peut-être pas assez-tôt instruite ; elle connut trop tard sa situation. L'observateur qui a étudié les mouvemens de la république à cette époque, qui a voulu connoître le caractère des troubles et des agitations de l'intérieur, s'est convaincu que tous les Français veulent également être éclairés, mais que le même genre d'instruction ne convient pas à tous également. La vivacité du sentiment entraîna les uns, les autres attendirent la conviction et voulurent avoir sous les yeux l'appareil imposant et méthodique des preuves. On se divisa, l'on s'aigrit, on courut aux armes ; on alloit, au nom de la république une et indivisible, déchirer le sein de la patrie pour laquelle on juroit de verser son sang.

Dans ce chaos, au milieu de tant de désordres et de calamités, la convention nationale, environnée de trahisons et de perfidies, donna une constitution et des lois à la France ; elle soutint les efforts des puissances ennemies ; elle éclaira les Français sur les événemens qui avoient précédé. Les lumières se répandirent ; le masque des traîtres tomba ; l'ordre se rétablit ; tous les yeux se fixèrent sur vous ; tous les cœurs s'attachèrent à vous, et la France consacra, par une fête nationale, la mémoire de cette réunion.

Les ennemis de l'intérieur avoient profité de ces violentes agitations pour augmenter le nombre de leurs partisans secrets ou déclarés. On avoit un grand exemple de la facilité avec laquelle on peut agiter un peuple bon, sensible et généreux ; on pouvoit craindre encore de nouveaux mouvemens. Il fallut avertir le peuple et l'associer tout entier à la surveillance générale ; il fallut le prémunir contre toutes les insinuations et les intrigues de ses ennemis ; il fallut lui désigner et caractériser ceux dont il devoit suspecter les intentions, la conduite et les liaisons ; il fallut lui inspirer la plus haute confiance dans les amis de la liberté et de l'égalité ; il fallut lui faire connoître ceux qui n'aspiroient qu'à l'égarer.

Un décret du 17 septembre régla les fonctions et les devoirs des comités de surveillance.

Les citoyens appelés à remplir ces fonctions, s'en acquittèrent avec zèle. On ne doit jamais oublier les services qu'ils ont rendus à la république ; ils ont porté les derniers coups à l'aristocratie ; ils ont comprimé les ennemis de l'intérieur ; ils ont affermi la tranquillité publique.

Nous ne devons pas dissimuler à la France que plusieurs se sont étrangement écartés de l'objet de leur institution ; nous devons dire que les fautes de plusieurs n'ont été que des erreurs de l'entendement : ils n'avoient pas assez médité la loi dont l'exécution leur étoit confiée ; plusieurs encore croyoient mieux servir la patrie et remplir fidèlement vos intentions.

Si l'on demande un jour pourquoi la convention nationale organisa un plan de surveillance, qui exigeoit un nombre si prodigieux

de fonctionnaires que l'Europe entière ne pourroit fournir assez d'hommes instruits pour remplir toutes les places, les Français répondront : ce plan fut sage et nécessaire ; nos ennemis étoient en si grand nombre ; ils étoient si répandus et si disséminés ; ils avoient tant de formes et de moyens de s'insinuer dans les administrations, dans les sociétés populaires et dans nos foyers, que tout citoyen dut se regarder comme une sentinelle chargée de surveiller un poste. Notre expérience et nos malheurs nous avoient instruits ; nous connoissions nos ennemis. Si quelques-uns ont été trop loin, ce n'est pas une raison de blâmer une grande institution, qui n'étoit pas moins nécessaire contre les ennemis de l'intérieur, que les armées contre les rois et les puissances coalisées.

Le 8 thermidor, on vit développer dans cette enceinte le plan artificieux d'une vaste conspiration. On tenta de diviser les Français, d'inspirer le découragement, la terreur et le désespoir, d'atténuer le sentiment de la reconnoissance due aux défenseurs de la patrie, et de répandre des doutes sur leurs victoires ; on se prévaloit d'une grande réputation de talent, d'énergie et de civisme.

Le lendemain le voile fut déchiré. Vous ne dûtes pas consulter l'opinion publique, vous dûtes la prévenir, et, sans considérer les dangers, aspirer à la gloire de la former. Le vœu du peuple ne pouvoit ni se manifester, ni pénétrer jusqu'à vous. Vous dûtes donner l'exemple du courage des hommes libres : l'ame s'agrandit dans les occasions fortes, les périls

l'éclairent ; vous sûtes prendre de promptes et de grandes déterminations ; vous éteignîtes les torches ardentes qu'on allumoit pour embrâser la patrie.

Les journées des 14 juillet et 10 août attesteront le courage invincible des Français, comme le siège de Lille, la reprise de Toulon, la levée des sièges de Dunkerque, de Maubeuge, de Landau, la bataille de Fleurus, la conquête de la Belgique, et tous les événemens militaires qui ont signalé les armes françaises aux Alpes et aux Pyrénées.

La journée du 31 mai attestera la majestueuse contenance du peuple, qui se leva pour combattre l'anarchie, les passions, tous les désordres, et pour avoir un gouvernement et des lois.

La journée du 9 thermidor apprendra à la postérité qu'à cette époque la nation française avoit parcouru tous les périodes de la révolution ; qu'elle étoit parvenue à ce terme où l'on ne pouvoit tenter de l'égarer que par l'éclat d'une grande réputation et l'apparence du civisme, de la probité et des vertus, qu'elle avoit appelés à l'ordre du jour ; et ce dernier événement a encore été utile à la liberté, puisque la représentation nationale a été assez grande, assez puissante pour frapper les traîtres, et que la conduite sage, grande et sublime du peuple a justifié qu'il est impossible de l'égarer.

On ne regardera pas les erreurs de quelques citoyens comme un égarement du peuple. Quelques citoyens avoient été séduits ; mais le peuple entier, attaché aux principes et à la repré-

sentation nationale, a condamné Robespierre et ses complices.

Les mesures de sûreté générale avoient prit un caractère de force et de sévérité qui portois l'effroi dans l'ame des citoyens, et qui privoit la France de bras et de ressources ; les traîtres que vous avez punis en avoient changé l'objet et la direction. Vous aviez voulu frapper les ennemis de la république ; ils s'étoient servi de vos armes ou de vos mesures pour frapper l'homme foible et l'homme utile ; ils n'avoient pas épargné le cultivateur et l'artisan : ils n'avoient pu vous détruire ou vous faire haïr, ils avoient voulu vous faire craindre.

Vous avez consacré vos premiers soins à faire renaître la confiance et la sécurité ; vous avez rendu des bras à l'agriculture ; vous avez rendu quelques citoyens au commerce et aux arts. On a rendu la liberté à des vieillards, à des infirmes.

Quelques esprits inquiets ont conçu de vives alarmes. On a craint ou l'on a feint de craindre qu'une marche rétrograde ne vous fît tomber dans des précipices et ne replongeât la France dans l'abîme d'où elle étoit sortie le 31 mai. Ce sentiment paroît avoir inspiré ces pétitions, ces adresses que vous avez reçues de plusieurs sociétés populaires, et d'un grand nombre de comités révolutionnaires.

La situation de la France, sous ce rapport, présente une grande nation qui connoît ses droits, ses intérêts, les lois de la nature et de la raison, qui veut sa sûreté, son bonheur, qui vous observe, qui médite vos décrets, qui surveille le gouvernement, qui veut établir la paix dans l'intérieur, obtenir la considération

qui lui est nécessaire chez les nations neutres ou alliées, et porter la terreur au-delà de ses frontières chez les nations belligérantes.

Cette nation est grande et généreuse ; elle donne des larmes au malheur, à l'infortune ; elle a le sentiment de sa puissance et de ses forces ; elle aime l'ordre ; elle est soumise aux lois ; elle n'a pas partagé les troubles, les inquiétudes et les agitations de quelques sociétés et de quelques fonctionnaires publics.

Elle n'a vu dans le redressement des abus que le retour aux règles et aux principes. Mais on ne peut se dissimuler que les esprits inquiets cherchent à propager leurs opinions et leurs craintes avec une extrême activité. Ils emploient tous les moyens qui sont à leur disposition ; correspondances, démarches, députations ; ils publient que le gouvernement n'a plus sa force ni son énergie ; que des aristocrates mis en liberté oppriment les citoyens ; que les patriotes sont sacrifiés aux nombreux ennemis que leur courage et leur audace leur ont suscités.

Organes du vœu des Français, hâtez-vous de prévenir les suites de ces nouvelles dissentions. Les haines exaspérées, suite inévitable de la diversité des opinions révolutionnaires et des craintes réelles ou supposées, produisent toujours de funestes résultats. Annoncez à la France que le gouvernement sera maintenu dans toute sa force ; qu'entre vos mains il conservera ce caractère de puissance et de sévérité qui comprimera tous ses ennemis, et ne laissera renaître aucune faction.

Les patriotes, les fonctionnaires publics, les sociétés populaires, peuvent-ils craindre

que les services qu'ils ont rendus s'effacent de la mémoire ? Quel courage ne leur a-t-il pas fallu pour accepter et pour remplir des fonctions périlleuses ? Ils ont tout osé ; ils ont bravé tous les dangers pour sauver la patrie.

Le vœu de la France rappelle aujourd'hui à leurs travaux et à leurs professions un grand nombre de citoyens qui les avoient suspendus pour remplir des fonctions publiques ; ils savent que leurs fonctions étoient temporaires ; que le dépôt du pouvoir trop long-temps conservé dans les mêmes mains, devient un objet d'inquiétude politique, la liberté s'en alarme : c'est un fardeau qui écrase celui dont le courage imprudent le porte à le retenir ou à le conserver trop long-temps.

Ils ne doivent pas craindre que ceux qui seront dépositaires des mêmes pouvoirs, ou qui rempliront les mêmes fonctions, n'égalent pas leur zèle, et ne fassent à la patrie tous les sacrifices qu'elle exigera.

Ils ne doivent pas craindre que la France les abandonne aux ressentimens et aux vengeances ; ils ont défendu la cause sacrée de la liberté ; et, dans des temps d'orage, ils ont usé d'un grand pouvoir que la nécessité avoit créé. La nation ne veut pas que ceux qui ont dirigé et lancé la foudre contre ses ennemis, en soient atteints et consumés.

Représentans du peuple, vous ne devez pas rallentir ou discontinuer les soins que la justice et l'humanité vous ont imposés. Faites rendre la liberté à tous ceux que des haines, des passions, l'erreur des fonctionnaires publics, et les fureurs des derniers conspirateurs ont fait

précipiter dans des maisons d'arrêt. Rendez la liberté à tous les citoyens qui ont été utiles et peuvent l'être : la vieillesse et l'infirmité ne réclameront pas en vain ce bienfait.

Vous avez passé par tant de crises ; le moment du passage a été souvent accompagné de tant de dangers, de tant d'incertitudes ; vous avez vu quelquefois votre atmosphère chargée de tant de nuages, obscurcie de tant de ténèbres, que vous ne pouvez faire un crime à vos concitoyens éloignés de ce foyer de lumières, d'avoir marché à pas incertains et chancelans, et de n'avoir pas prévu des événemens qu'aucune théorie n'auroit osé ni pu soumettre à ses calculs. L'égarement ne se confond point avec la trahison ou la perfidie ; vous séparez l'erreur du crime.

Prouvez par l'application des principes et par votre conduite que tous les hommes sont égaux. N'examinez pas quelles illusions ont environné leur berceau, à quels préjugés d'état ou de profession ils ont sacrifié sous le despotisme. Si la révolution les a éclairés ; si elle les a ramenés aux principes de l'égalité ; s'ils marchent constamment avec vous ; s'ils vous accompagnent fidèlement dans votre course révolutionnaire, n'envisagez en eux que des frères et des amis.

Lorsque vous vous êtes élevés aux principes sublimes de l'égalité, vous ne devez pas en redescendre pour retracer la ligne de démarcation que des préjugés de famille ou de profession avoient rendue si sensible, et que la révolution a dû effacer.

Vous ne devez pas vous reporter au berceau

de vos concitoyens, ni vous rappeler le souvenir de la profession qu'ils exercèrent, pour fixer votre jugement : examinez et pesez leur conduite ; ils se sont prononcés par leurs actions.

Vous n'imiterez pas la conduite des tyrans ; leur politique consiste à tout détruire, la vôtre est de conserver. Ce n'est pas pour vous seuls que vous avez fondé une république, c'est pour tout Français qui veut être libre ; il ne vous est permis d'en exclure que le mauvais citoyen ; mais le Français qui, après avoir sacrifié à l'ignorance et aux préjugés, a ouvert les yeux à la lumière, a expié ses égaremens, a réparé ses fautes, ou s'est montré votre émule dans la carrière, peut ici, comme vous, réclamer les droits de la nature et les principes de l'égalité.

Vous êtes trop éclairés sur votre situation, pour ne pas savoir combien de citoyens se sont égarés dans les routes de la révolution ; ils sont venus enfin se rallier à la représentation nationale. Voudriez-vous les rejeter de votre sein ? Quels frères, quels amis fidelles vous perdriez ! N'est-ce pas le même sang qui circule dans les veines de cette généreuse et vaillante jeunesse qui attend de vous la liberté de ses parens, comme le plus digne prix de ses travaux et de ses victoires ?

Ces jeunes guerriers qui meurent dans les combats, se flattent de transmettre à leurs pères et mères la liberté qu'ils ont si bien défendue, c'est leur dernier vœu. C'est à vous, représentans du peuple, à les remplir.

C'est de la France active et laborieuse qu'il faut vous entretenir.

Les sciences et les arts ont été persécutés ; les savans et les artistes ont été opprimés ; on vouloit rendre la France barbare pour l'asservir plus sûrement. Cependant les arts et les sciences ont fait nos succès ; c'est par eux que le Français instruit recueille sous ses pieds les élémens dont il compose la foudre qui écrase les tyrans.

C'est par eux que l'art de Montgolfier perfectionné, transporte dans les airs vos généraux, vos ingénieurs, leur découvre les manœuvres de Cobourg, et décide le succès de la bataille de Fleurus.

C'est par eux que les métaux se préparent et s'épurent. Que de nouvelles richesses, de nouveaux moyens de guerre, de nouvelles sources de prospérité pour la paix sortent du sein de la terre.

C'est par eux que les cuirs se tannent, s'apprêtent et se mettent en œuvre dans huit jours.

C'est aux arts et aux sciences dans l'oppression que nous devons ces étonnantes et utiles merveilles. S'ils ont fait ces rapides progrès, malgré les fureurs de Robespierre, qui n'osa jamais envisager un savant ni un homme utile, que ne feront-ils pas lorsqu'ils partageront les avantages de la liberté et de l'égalité ? Ils ont proclamé, les premiers, les droits de l'homme ; faut-il qu'ils ne puissent pas les invoquer ? Vous ne serez véritablement heureux, vous ne jouirez du bonheur auquel vous avez le droit d'aspirer, que lorsque vous aurez rétabli la confiance publique, employé tous les talens, toutes les lumières ; que le savant et

l'artisan se traiteront en frères et en amis, et jouiront des mêmes droits et de la même liberté.

L'agriculture a fait des progrès et d'incroyables efforts ; mais elle réclame aujourd'hui des secours pressans. Encouragez le propriétaire et le cultivateur. De combien de maux l'agriculture n'a-t-elle pas été affligée ? Combien d'hommes utiles les émissaires de Robespierre ne lui ont-ils pas enlevés ? Nous avons craint long-temps que les terres ne fussent pas cultivées, que les herbages ne fussent pas couverts de bestiaux, tandis qu'on retenoit dans les maisons d'arrêt les propriétaires ou les fermiers des terres et des herbages. Vous avez servi utilement l'agriculture, en rendant à leurs travaux les membres des comités de surveillance des communes des campagne ; il faut maintenant y rappeler l'amour du travail, exciter l'ardeur de vos concitoyens. On se plaint de manquer de bras, mais on se dissimule qu'un grand nombre de citoyens distraits, occupés ailleurs, ont moins d'activité, et sont moins assidus que les circonstances ne l'exigent. Rappelez la sécurité ; éteignez les flambeaux de la haine et de la discorde ; faisons oublier à nos concitoyens les malheurs inséparables d'une grande révolution ; disons-leur que le passé n'est plus à nous, qu'il appartient à la postérité ; disons-leur qu'ils ont combattu, qu'ils ont souffert pour la liberté, pour l'égalité ; prouvons-leur enfin, et qu'ils sentent qu'ils sont libres, qu'ils sont égaux.

Que vos lois, que vos institutions appellent l'homme au travail ; que tout homme utile et laborieux soit assuré de sa liberté et de son in-

dépendance ; que le travail soit honoré ; que l'oisiveté soit flétrie.

Tous les arts, toutes lss professions appellent votre attention et vous demandent des encouragemens : leurs productions ont surpassé ce que l'on pouvoit en attendre ; mais si l'on a prouvé ce que l'on pouvoit faire, on ne s'est pas assez long-temps soutenu. Les travaux languissent ; les besoins augmentent ; la consommation est excessive. Cependant un grand nombre de cultivateurs ne font pas battre leurs grains, ne font pas rouir leurs lins, ne font pas teiller leurs chanvres. Ils conservent leurs laines, la filature est négligée. Rappelez l'activité dans les campagnes, dans les ateliers, dans les fabriques et dans les manufactures.

Le commerce de France offre aujourd'hui des ruines et des débris. On avoit aussi conspiré contre le commerce : Robespierre vouloit l'anéantir. Un génie destructeur planoit sur la France, et frappoit en même-temps l'agriculture et le commerce. Il faisoit détruire les fabriques de soie, et forçoit d'abandonner la culture du mûrier, l'une des principales ressources des départemens méridionaux ; il faisoit transporter les huiles en pays étranger pour détruire vos savonneries.

Que pouvons-nous attendre, que pouvons-nous espérer de ces bouleversemens ? les nations étrangères vous envoient leurs productions ; elles vous demandent les vôtres en retour ; mais vous les consommez. Offrirez-vous des métaux ? Quelles mines assez fécondes pourroient suffire à vos besoins. Vos ressources seront bientôt épuisées : c'est à l'industrie natio-

nale à vous acquitter envers l'étranger ; c'est aux chefs des fabriques et des manufactures à conduire, à diriger leurs travaux, à faire exécuter les ouvrages et les dessins qui conviennent aux peuples et aux nations qui commercent avec vous ; c'est aux négocians à rassembler, à distribuer et disperser les productions du sol et de l'industrie dans les diverses parties du monde, et à en tirer et faire arriver dans vos ports les productions qui vous sont nécessaires.

Préservez la France du malheur d'être tributaire des autres nations en payant leurs productions en métaux ; elle ne le seroit pas même long-temps. Rendez au commerce ce que l'erreur et l'ignorance lui ont enlevé.

Que faut-il aux Français pour réparer tant de désastres ? Un regard de leurs concitoyens et la liberté. Apprenez aux Français à distinguer leurs amis de leurs ennemis : tous les citoyens se sont prononcés ; on peut les connoître tous ; ce n'est plus le soupçon qui doit nous guider. Le mauvais citoyen est connu par ses actions, le bon citoyen est connu par ses sacrifices, par des épreuves multipliées, par ses services, par sa vie active et laborieuse.

Prononcez solemnellement que tout citoyen qui emploie ses jours utilement aux travaux de l'agriculture, aux sciences, aux arts, au commerce, qui élève ou soutient des fabriques, des manufactures, ne peut être inquiété ni traité comme suspect.

Rendez aux manufactures toutes les matières qui sont sous les scellés. Faites remettre en circulation toutes les marchandises que l'on

avoit expédiées pour diverses destinations, et que l'on conserve dans les dépôts, en attendant une interprétation nécessaire du décret qui ordonne la confiscation de toutes les marchandises expédiées pour des communes en état de rébellion.

Portez vos regards sur Commune-Affranchie ; faites cesser la démolition des édifices et des maisons ; faites rentrer les citoyens dans leurs ateliers ; ils sont faits pour créer et non pour détruire. Ce ne sont pas des réglemens que l'on vous demande : assurez la liberté de l'exportation ; il se présentera un assez grand nombre de citoyens pour rassembler la soie, la faire fabriquer, et faire expédier les étoffes en pays étranger. Les autres manufactures, la chapelerie, la fabrique de draps se relèveront avec le même succès, et Lyon sortira de ses ruines.

Que Marseille se ressouvienne des moyens qui firent sa goire et sa prospérité : des passions exaltées lui ont fait oublier les avantages de sa situation, ses intérêts et ses besoins. Cette commune, dont le commerce étoit si brillant et si utile, qui s'enorgueillissoit de se suffire à elle-même, et d'alimenter le midi, ne subsiste plus que par les secours que le gouvernement lui envoie. A peine peut-on y rassembler quelques négocians pour former deux agences qui recueillent les débris du commerce du Levant et des Barbaresques.

A Cette, on a regardé comme des contre-révolutionnaires des négocians qui faisoient le sacrifice de leur fortune, pour exécuter un arrêté du comité de salut public, qui les char-

geoit de faire des exportations pour acquitter la république d'une partie de ses engagemens.

Tel est le résultat de tant de déclamations contre le commerce. On l'a anéanti, lorsqu'il falloit réprimer ses écarts, le diriger vers l'utilité publique. Punir des coupables et encourager ceux qui vouloient et pouvoient servir la patrie ; tel sera toujours l'effet des proscriptions générales.

Eteignez le feu des passions qui brûle le midi. Que les habitans de cette contrée sachent que vous estimez leurs talens, leurs connoissances, que vous les avez mis en réquisition pour concourir au salut de la patrie, qu'ils sachent que vous voulez réunir tous les Français, faire cesser les dissentions et les discordes civiles, et le commerce rénaissant saura pourvoir à vos besoins.

Bordeaux attend de vous des encouragemens. Il prépare des expéditions, mais de grands obstacles retardent encore les mouvemens de ce port.

Tout retentit ici du bruit des malheurs qui ont affligé la commune de Nantes. Que pouvoit le commerce au milieu de tant de calamités et de persécutions ? Cette citadelle de l'Ouest a soutenu un siège de plus de quinze mois ; elle a combattu les rebelles et les brigands ; elle a conservé à la république une place importante, et la navigation de la Loire ; sa fidélité, ses malheurs appellent des encouragemens. Si les infortunés Nantais se réunissent, Nantes redeviendra l'un des plus grands magasins de l'Europe, et assurera à la circulation des matières et des denrées dans l'intérieur.

En quel état est réduite la fabrique de Sedan? On cessa d'y tisser des étoffes de luxe aussitôt que l'on connût le besoin de l'armée : les habitans de Sedan surent en même-temps tisser des étoffes pour l'habillement des troupes, défendre la place, combattre et vaincre l'ennemi. Vous rétablirez cette fabrique. Les principaux magasins sont aujourd'hui à la disposition de la nation ; les matières sont sous les scellés. Vous remettrez sans doute à des mains exercées ces dépôts de matières et de marchandises qui doivent alimenter les manufactures. Vous approuverez que les fabricans emploient plusieurs ouvriers à la fabrication des étoffes de luxe pour augmenter vos exportations ; on commandera une quantité de draps d'uniforme, proportionnée aux ressources des fabricans, et au nombre d'ouvriers qu'ils emploient. On leur permettra de destiner ce qui leur restera de ressources à la fabrication de ces draps, qui ont fait la réputation et la prospérité de Sedan, et vous donneront des moyens d'échange pour le commerce extérieur.

Nous devons dire à la France que l'un des plus grands obstacles qui s'opposent au rétablissement du commerce et aux exportations, est l'excessive consommation qui se fait, dans l'intérieur, de toutes les productions du sol. Pour nous procurer des farines et des grains, il faut donner en échange une partie de nos vins. Le commerce de Bordeaux ne peut s'en procurer la quantité nécessaire à ses exportations : on en a livré une trop grande quantité à la consommation. C'est à vous, représentans du peuple, à donner les grandes leçons d'éco-

nomie. Les peuples qui ont conquis ou conservé leur liberté, ont été remarquables par leur simplicité et leur frugalité. Les grands consommateurs sont dans une dépendance continuelle de leurs besoins : l'économie, la frugalité, le travail et l'activité sont les seuls garans de la stabilité de la république.

On ne peut trop redire aux Français que les armées de terre, la marine, les arts de la guerre et tous ses services enlèvent à l'agriculture et à toutes les professions plus de quinze cent mille citoyens, et que l'entretien de six millions d'hommes disséminés dans toutes les communes, coûteroit moins à la république. On n'a qu'une idée confuse de toutes les pertes et des consommations que nécessitent ces immenses rassemblemens. Il faut en bien saisir l'ensemble et les détails : quelle surveillance peut y suffire ?

Ce qu'auroient fait tous ces citoyens dans leurs domiciles, dans leurs ateliers, doit se faire par les citoyens sédentaires dans l'intérieur des départemens. Les productions du travail et de l'industrie en tout genre doivent être les mêmes, et l'activité qui nous reste, doit suppléer les bras qui nous manquent.

Les ennemis de la république, l'intérêt même, la criminelle avarice ont fomenté et entretenu des germes de division entre les citoyens des villes et ceux des campagnes, entre les cultivateurs, les artisans et les commerçans, entre les citoyens des différens départemens et districts, et même des communes voisines. On a voulu s'isoler de toutes parts. Lorsque les frères, les amis de la liberté sont réunis et

confondus dans les armées et sur les vaisseaux de la république ; on a encore répété que tous les hommes sont frères ; mais chacun se concentre aujourd'hui dans sa famille et calcule ses ressources. Plusieurs accusent le gouvernement de n'avoir pas rempli assez promptement, ni avec assez d'étendue, les promesses qu'il avoit faites, d'avoir épuisé les ressources et subsistances de plusieurs départemens, de n'avoir pas observé des proportions assez exactes, d'avoir fait peser inégalement le poids des réquisitions sur les départemens et les districts. Que ne peuvent-ils jetter les yeux sur ces tableaux, ces déclarations, ces adresses de leurs concitoyens des autres districts ; ils y verroient les mêmes plaintes, les mêmes réclamations, la même énergie inspirée par le sentiment des mêmes besoins.

La mer long-temps fermée ne permit pas au gouvernement de remplacer assez tôt les subsistances qu'il avoit empruntées : mais n'avoit-il pas fallu faire subsister les armées, entretenir les magasins militaires et pourvoir aux besoins des départemens privés des récoltes ou ravagés par les brigands ?

Rappelez aux Français ces sentimens de fraternité qui leur font un devoir sacré de partager leurs subsistances avec leurs frères des armées, des départemens, de tous états, de toutes professions, sur quelque point de la république qu'ils soient rassemblés ou disséminés.

Les principes de l'égalité doivent avoir éteint ces jalousies, ces rivalités, ces haines qui subsistoient et que l'on entretenoit entre les habitans des campagnes et des villes. Gravons dans

tous les cœurs cette maxime, dont chacun de nous doit être pénétré : *Souviens-toi, Républicain, en quelque lieu que tu sois, que tu rencontres un frère, un ami.*

S'il est difficile de parler de subsistances, souvenez-vous qu'il vous est impossible de n'en pas parler.

Plusieurs départemens ont été privés de récoltes. La grêle, la pluie, les brouillards, ont occasionné de grands dommages dans plusieurs districts. Le plus grand nombre des départemens est dans l'abondance.

La confiance, la considération que vous saurez conserver dans l'étranger, le fonds inaltérable de probité qui caractérise les Français, feront arriver dans vos ports ce qui pourroit vous manquer.

Mais il faut dans ces momens que les grains soient battus, que la circulation la plus active rétablisse vos marchés, approvisionne les magasins nationaux ; il faut que les lins, les chanvres et les laines soient préparés et mis en œuvre.

La navigation intérieure rétablie et perfectionnée, des relais qui s'établissent de l'est à l'ouest, et du nord au midi, faciliteront les moyens des transports, devenus rares et difficiles.

Une levée de quarante-quatre mille chevaux et mulets, effectuée depuis trois ou quatre mois, en exécution de votre décret du 18 germinal, au milieu des réquisitions particulières qui ont eu pour objet le service des armées et celui de l'intérieur, ont retardé les transports et les approvisionnemens.

Français, remplissez vos destinées, servez de modèles aux nations : vous avez de grands obstacles à vaincre ; en vous les faisant connoître, on vous sert comme doit l'être un peuple libre. Vous avez de grands efforts à faire ; mais ils sont loin d'épuiser vos forces et votre courage : vos ressources surpassent vos besoins.

Que vous faut-il, Représentans du peuple, pour combler votre gloire et assurer le bonheur de la France ? De l'union, de la confiance. Ne nous reprochons ni nos malheurs, ni nos fautes. Avons-nous toujours été, avons-nous pu être ce que nous aurions voulu être en effet ? Nous avons tous été lancés dans la même carrière : les uns ont combattu avec courage, avec réflexion ; les autres se sont précipités, dans leur bouillante ardeur, contre tous les obstacles qu'ils vouloient détruire et renverser. Chacun de nous a contribué à fonder et à affermir la république, à conserver les amis, à détruire les ennemis de la liberté et de l'égalité. Qui voudra nous interroger et nous demander compte de ces mouvemens qu'il est impossible de prévoir et de diriger ? La révolution est faite ; elle est l'ouvrage de tous. Quels généraux, quels soldats n'ont jamais fait dans la guerre ce qu'il falloit faire, et ont su s'arrêter où la raison froide et tranquille auroit désiré qu'ils s'arrêtassent ? N'étions-nous pas en état de guerre contre les plus nombreux et les plus redoutables ennemis ? Quelques revers n'ont-ils pas irrité notre courage, enflammé la colère ? Que nous est-il arrivé, qui n'arrive à tous les hommes jetés à une distance infinie du cours ordinaire de la vie ?

Ne falloit-il pas que les uns fissent aimer les

charmes de l'égalité, que les autres portassent la terreur et l'effroi au milieu de nos ennemis ? La révolution a coûté des victimes ; des fortunes ont été renversées. Iriez-vous autoriser des recherches sur tous les événemens particuliers ? Lorsqu'un édifice est achevé, l'architecte, en brisant ses instrumens, ne détruit pas ses collaborateurs. Le navigateur surpris par la tempête, s'abandonne à son courage, à ses lumières, que le danger rend plus vives et plus fécondes en ressources pour sauver le vaisseau qui lui est confié. Lorsqu'il est arrivé sans naufrage au port, on ne lui demande pas compte de ses manœuvres ; on n'examine pas s'il a suivi ses instructions. Quand il faut lancer si fréquemment la foudre, peut-on se répondre d'atteindre toujours le vrai but, et que des éclats ne s'écarteront pas de la direction donnée?

La raison, le salut de la patrie ne vous permettent pas de jetter les yeux sur des ruines que vous avez franchies. N'envisagez que ce qui vous reste à faire : que la patrie seule occupe votre pensée.

Nous devons ajouter, au tableau que nous venons de vous présenter de la situation et de la disposition des esprits, le développement de quelques causes secrettes et particulières, qui peuvent avoir eu une grande influence sur les derniers mouvemens, qui les ont peut-être occasionnés, et qu'il est nécessaire de faire connoître à tous les Français.

Tandis que la révolution agitoit si fortement nos ames, que de grandes passions, un courage invincible, les qualités morales de l'homme et de la nature, les vertus civiques nous élevoient au-dessus de nous-mêmes, le vice fai-

soit aussi ses progrès. Il se communiquoit moins ; mais il avoit aussi son énergie dans les ames corrompues.

On a vu des hommes qui n'ont embrassé la révolution que sous les rapports des forfaits qu'ils pourroient commettre, et des avantages personnels qu'ils s'en promettoient. Ils ne désiroient pas l'égalité des droits ; ils n'aspiroient qu'au déplacement des fortunes : ils se proposoient de consommer ou d'accumuler de grandes richesses. Quelques-uns ont été à portée d'exécuter leurs desseins ; et la révolution a eu ses taches.

Lorsque les derniers conspirateurs ont été punis, ces monstres épars ont tenté de se rallier. Bourrelés de crainte et de remords, ils auroient voulu appeler toute la France à renverser le gouvernement. Ils n'entrevoyoient leurs sûreté que dans le désordre, la confusion et l'absence de tout gouvernement. Ils se sont efforcés de séduire et d'égarer leurs concitoyens, des fonctionnaires publics, des sociétés populaires : ils ne pouvoient se rassurer, s'ils ne parvenoient à persuader que leurs dangers étoient ceux de la France.

Ils avoient usurpé le titre et la réputation de patriotes ; ils ont dit : Nous sommes découverts, nous allons être persécutés ; l'on va nous demander compte de tant de dépôts usurpés, arrachés ou confiés à notre foi ; l'on va nous demander si nous avons été des artisans de la révolution pour nous-mêmes ou pour la patrie : portons l'alarme dans le sein des patriotes ; répétons que nos dangers sont les leurs, que le même sort nous attend, que nous serons tous

sacrifiés à l'aristocratie, que nous devons tous périr ou nous sauver ensemble.

Ainsi ils sont parvenus à égarer quelques fonctionnaires publics, quelques membres de sociétés populaires qui ont craint de vous voir confondre dans votre sévérité et votre justice les fautes, les erreurs, les abus même du pouvoir et les actes arbitraires, avec les crimes de la lâcheté et de l'avarice.

Nous devons vous dire qu'il ne se seroit vraisemblablement manifesté ni inquiétude ni agitation dans les esprits, si de grands coupables ne les avoient pas conçues et communiquées.

Vous tirerez encore un grand parti de cette situation : continuez d'éclairer la nation, de rassurer les patriotes, que leur zèle et leur passion auroient pu égarer. Des erreurs, des fautes, des abus de pouvoir, des actes arbitraires, ne sont-ils pas des maux inséparables d'une grande révolution ? mais s'il est des crimes, s'il est des forfaits qui exigent une prompte expiation, vous n'imposerez pas silence aux tribunaux. La justice nationale a ses droits : il ne nous est pas permis d'y porter atteinte.

Les citoyens que l'on a vu partager les alarmes des coupables, ne vont-ils pas se séparer d'eux ? n'abandonneront-ils pas la cause de ces criminels imposteurs ? La France verra bientôt le crime et l'imposture isolés, mendiant un appui et ne le trouvant pas.

Pour fixer désormais l'opinion publique, affermir la confiance, rétablir la sécurité, que la France apprenne aujourd'hui que ses représentans, resserrant et rapprochant tous les res-

sorts du gouvernement, dirigeront seuls les mouvemens révolutionnaires.

La révolution a fait des infortunés, mais elle ne les abandonne pas au désespoir ; elle leur offre de puissans motifs de consolation. Il n'y a plus de situation désespérée dans une république de frères, où les distinctions sont abolies, où l'orgueil des richesses est foulé aux pieds, où le citoyen utile et laborieux est tout, où l'homme inutile n'est rien.

L'égalité, en rapprochant les hommes de la nature, leur a donné plus de moyens d'essuyer leurs larmes, de réparer leurs malheurs. La patrie n'abandonnera aucun de ses enfans ; elle leur fera oublier leurs maux et leurs pertes ; elle les fera rentrer et les conduira dans la route du bonheur.

Français qui vous plaignez, relisez les pages immortelles de votre histoire, parcourez tous les événemens qui ont signalé le courage et éternisé la gloire de la nation.

Habitans du Nord, de quels sentimens n'êtes-vous pas pénétrés en arrêtant vos regards sur Lille ? Quelle impression ne fait pas sur vous le souvenir de ce mémorable siège, pendant lequel les Lillois ont signalé la grandeur du courage, la constance et le véritable héroïsme des Français, tandis que les citoyens de Thionville donnoient le même exemple au milieu des mêmes dangers ? Voyez cette armée de héros qui se précipite sous le feu des batteries, emporte des redoutes et gagne la sanglante bataille de Gemmape ; voyez-les attaquer l'ennemi devant Bruxelles, et faire la première conquête de la Belgique.

Une nouvelle scène s'ouvre : les Français défendent leurs frontières attaquées ; l'Anglais est battu sous Dunkerque , et l'Autrichien devant Maubeuge. L'armée s'avance dans la West-Flandre, ce pays, hérissé de citadelles, est couvert et protégé par toutes les forces des puissances coalisées : toutes les places tombent au pouvoir des Français , et les capitulations d'Ostende et de Nieuport enlèvent à l'Anglais ses communications dans la Belgique.

Voyez avec quel courage les défenseurs de la patrie préparent devant Charleroi les succès qu'ils doivent avoir le lendemain dans les plaines de Fleurus.

Un monarque orgueilleux fit publier par toutes les trompettes de la renommée la prise de Namur : une nouvelle tactique, que ne s'approprieront jamais les autres nations , et que le despotisme n'introduira pas dans ses armées, remet Namur au pouvoir des Français. Ils poursuivent les Autrichiens, ils les forcent à la retraite ; ils entrent dans Liège , où ils font la plus glorieuse et la plus utile des conquêtes ; ils brisent le sceptre d'un prêtre et les fers dont ce despote chargeoit ses frères.

Le liégeois industrieux, fuit cette terre d'esclavage , vient jouir de la liberté , et élever dans le territoire de la république de nouvelles manufactures d'armes , pour achever la destruction des tyrans.

Habitans de nos contrées orientales , quels transports n'avez-vous pas éprouvé , lorsque vous avez été spectateurs de ces campemens , de ces marches , de ces combats , de ces victoires qui ouvrirent à vos frères les portes de

Spire, de Worms, de Mayence ? Contemplez les Français soutenant dans Mayence un siège long et meurtrier, et le plus célèbre de cette guerre ; comparez la courageuse résistance des Français renfermés dans cette place et ne pouvant attendre aucun secours, avec cette tactique si vantée de vos ennemis, qui abandonnent successivement leurs places et se replient loin de ceux qu'ils étoient venus défendre.

Tous les bords du Rhin retentissent des victoires de vos armées.

Landau n'attend pas en vain le secours de ses défenseurs.

Les armées de la Moselle et du Rhin se réunissent, et, supérieures par leurs marches et leurs mouvemens, comme par leur courage, elles mettent en fuite les Prussiens et les Autrichiens, rétablissent les communications avec Landau, et parcourent une partie du Palatinat.

Habitans du Midi, vous savez si les fruits de la victoire ont été utiles à la France. La conquête de la Savoie a donné à la république le département du Mont-Blanc, réuni par le vœu du peuple librement émis. Le Mont-Cénis assure aujourd'hui votre conquête et la liberté de vos frères.

Nice et Ville-Franche vous assurent des dépôts, des magasins, dont nous ne pouvons nous passer. Plus les besoins se sont fait sentir, plus vous avez su mettre de prix à ces conquêtes, et surtout à l'union et à l'attachement de ces nouveaux Français.

La prise de Saorgio garantit à la république la réunion des Alpes maritimes. Cravella a vu fuir les Croates et les Autrichiens devant les

Français chargés de préserver les contrées libres de l'Italie du joug de la domination autrichienne.

Collioure et Port-Vendre n'avoient été occupés momentanément par l'Espagnol, que pour donner un nouvel éclat aux armes de la république, et donner à l'Europe le spectacle des meilleures troupes de l'Espagne forcées de renoncer aux honneurs de la guerre, et de subir, en mettant bas les armes, la loi du vainqueur.

Les vallées de Bastan et de Lerain ont pourvu pendant plusieurs mois aux besoins de l'armée. Fontarabie et Saint-Sebastien vous donnent des ports et assurent la navigation du golphe. L'Espagne a perdu sans retour ses célèbres fonderies, ses manufactures d'armes, qui auroient été un objet éternel de jalousie, si on les avoit conservées.

Telle est aujourd'hui la situation de la France. Peut-elle être plus grande, plus forte et plus imposante ? Vos succès aux Pyrénées n'ont-ils pas répondu à vos espérances, quoique vous attendiez encore la reddition de Bellegarde ?

N'avez-vous pas assez fait pour votre gloire et votre sûreté, et pour affoiblir vos ennemis en Italie et aux Alpes ?

Le Rhin ne garantit-il pas le territoire de la république ? Le Palatinat vous est ouvert, Trèves est en vos mains.

Quel plan de campagne fut mieux conçu et mieux exécuté, que celui qui vous a rendu Valenciennes, rétabli toute la frontière du Nord, et vous a rendus maîtres de la Belgique ?

Quel Français refuseroit de s'associer à votre gloire et de partager vos destinées ?

Si quelques citoyens avoient conçu des vues ambitieuses, ou s'ils avoient eu la pensée de troubler la tranquillité publique, oseroient-ils faire éclater leurs desseins ? La nation s'occupera-t-elle des craintes, des terreurs, des vaines alarmes que l'on voudroit répandre, lorsque sa sûreté et sa gloire exigent que tous les intérêts particuliers se confondent dans l'intérêt général ? ne saura-t-elle pas réprimer et contenir par sa puissance ceux qui s'efforceroient de faire naître de nouveaux troubles dans l'intérieur.

Nation, sois attentive à tes destinées, qui s'accomplissent par tant de prodiges et de merveilles du courage, de la force et de l'intelligence ! Ce n'est point l'ouvrage de quelques citoyens, c'est l'ouvrage du peuple entier : il voudra le maintenir ; il couvrira de l'éclat de sa gloire, ou il frappera de sa puissance tout citoyen rampant dans sa pensée, qui voudra appeler sur lui l'attention qui n'est dûe qu'aux événemens généraux.

Souvenez-vous, sociétés populaires, de ce que vous fîtes de grand, de sublime, lorsque vous éclairâtes les Français sur leurs droits, lorsque vous enflammâtes leur courage, et que vous les préparâtes à combattre le despotisme et la tyrannie : vous apprîtes aux hommes qu'ils n'étoient pas nés pour l'esclavage, qu'ils devoient briser leurs fers sur la tête de leurs tyrans ; vous apprîtes aux hommes que pour être libres et conserver leur liberté, ils devoient s'instruire et connoître leurs droits et leurs devoirs. Que de lumières vous avez répandues sur la France !

Continuez de parcourir votre carrière ; elle devient plus difficile. Le peuple, plus instruit, vous demande de nouvelles lumières, de nouvelles connoissances. Apprenez-lui à conserver le dépôt de sa liberté ; prémunissez-le contre les erreurs, les séductions, l'éclat des vaines réputations ; faites-lui faire de nouveaux pas dans la carrière des connoissances humaines ; observez attentivement la marche du gouvernement ; surveillez les fonctionnaires publics ; faites renaître l'amour du travail ; encouragez les hommes utiles ; que par vos soins la probité nationale s'affermisse et soit respectée.

On se demande quelle sera l'issue de la guerre de la Vendée. On a livré divers combats ; on a détruit des rebelles : il en existe encore. Ils ne forment plus de corps d'armée, ni de grands rassemblemens ; mais ils ont fatigué et harcelé les cultivateurs, ils ont troublé et même interrompu en plusieurs endroits les travaux de la recolte : on les attaque, on les poursuit ; on a souvent manqué des occasions favorables ; les plans, les instructions n'ont point été suivis.

Le comité de salut public a concerté avec les membres qui connoissent particulièrement les départemens de l'Ouest les moyens de terminer promptement cette guerre. On a rappelé des généraux. Des représentans du peuple se sont rendus dans ces contrées ; ils sont pénétrés des grandes et importantes fonctions qu'ils vont remplir. Une discipline exacte, une conduite régulière, une activité soutenue, un ordre de marche continuel et suivi, sont les seuls moyens de détruire les rebelles, de contenir les hommes suspects et de rassurer les bons citoyens.

Des brigands, connus sous le nom de Chouans, ont infesté la rive droite de la Loire et les routes de la ci-devant Bretagne. Plusieurs courriers, plusieurs voyageurs ont été assassinés ; quelques citoyens, chargés de faire exécuter des réquisitions, ont péri par la main de ces brigands.

Les représentans du peuple envoyés dans ces départemens, en sont instruits ; leur surveillance, les mouvemens fréquens des troupes, rendront les communications sûres, et préserveront ces départemens des malheurs qui ont assailli la Vendée.

L'exemple de courage, de probité, d'union, que vous donnerez ici, doit aussi avoir la principale influence sur les départemens de l'Ouest. On oubliera le faste, le luxe et le crime de quelques généraux ; l'armée répondra à votre attente, et le peuple ne reconnoîtra dans les soldats de la liberté que des vengeurs. Le calme que vous rétablirez ici, les grands principes que vous consacrerez, et dont les représentans et les généraux se montreront pénétrés, feront cesser ces troubles affreux qui désolent une si belle contrée que vous devez reconquérir à la liberté. C'est par les lumières, par la force des principes, par la raison, par une armée terrible aux rebelles, protectrice des bons citoyens, que vous acheverez cette conquête.

Vous ne voulez négliger aucuns moyens d'éclairer le peuple, de l'attacher à la révolution. Il en est un puissant que l'on a trop négligé : dissipez les ténèbres de l'ignorance ; répandez les lumières et l'instruction ; mettez entre les mains de vos concitoyens ces ouvrages si dési-

rés dans lesquels ils apprendront leurs droits et leurs devoirs. Pourquoi le temple des sciences et des arts est-il encore fermé ? Les moyens d'instruction ne doivent-ils pas être à portée de tout citoyen, comme les moyens de travail ? Dans le Valais, tout habitant sait cultiver son champ, les arts et les sciences ; toute maison renferme une collection des meilleurs livres, des outils les plus ingénieux des différens arts et métiers, et des instrumens d'agriculture, dont le possesseur sait faire usage.

Vous avez formé le camp des Sablons, pour faire instruire sous vos yeux de jeunes citoyens dans l'art de la guerre ; pourquoi n'ordonneriez-vous pas qu'il seroit ouvert à Paris un cours d'études pour former des instituteurs, et qu'un nombre déterminé de citoyens de tous les districts, capables de remplir de pareilles fonctions, se rendroient à Paris pour y suivre ce cours ? Quelque plan d'instruction que vous propose le comité que vous avez chargé de cet ouvrage, il est permis de prévoir que l'exécution en sera difficile, si l'on ne s'occupe pas dès ce moment du soin de former des instituteurs.

Vous avez cependant des mesures provisoires à adopter. Le peuple a besoin que vous l'entreteniez souvent. Remplissez le vide de ses fêtes décadaires ; ordonnez à votre comité d'instruction publique de rédiger dans le cours de chaque décade un cahier d'instruction. Que ces cahiers soient un répertoire de vos travaux et des principaux événemens ; que l'on y trouve des conseils, des règles de conduite ; qu'ils respirent l'amour du travail, les mœurs et

l'honnêteté publique ; qu'une narration pure et facile attache et intéresse.

Si un pareil ouvrage est bien exécuté, si vous en ordonnez la lecture dans le lieu des séances de l'assemblée générale de chaque commune, le décadi les citoyens s'y rendront en foule avec leurs femmes et leurs enfans. Quelque soit le plan que l'on adopte à l'avenir sur les fêtes décadaires, vous devez regarder comme un devoir indispensable de remplir vous-mêmes ces fêtes, de les animer, d'y répandre de l'intêret. Vous ne pouvez le faire par la pompe d'un frivole spectacle, faites-le pour l'instruction.

On vous parloit dernièrement de la liberté de la presse ; on vous demandoit une garantie. Vous avez rappelé les dispositions de la déclaration des droits de l'homme, et les Français ont juré de mieux conserver le dépôt qui leur est confié.

Vos concitoyens vous demandent aujourd'hui une garantie de la liberté individuelle. Répondez-leur que tous les citoyens étant égaux, la loi doit être égale pour tous.

Lorsque vous fûtes informés que des laboureurs se consumoient dans l'ennui et l'oisiveté des maisons d'arrêt, vous ordonnâtes, avant la récolte, qu'ils fussent mis en liberté. Vos comités vous annoncent qu'il y a encore dans ces maisons d'arrêt un grand nombre de citoyens appliqués aux arts, aux sciences, à l'agriculture, des chefs de manufactures, des commerçans dont la détention est ruineuse pour eux et nuisible à la république. Vos comités ont pensé qu'il ne convenoit pas moins à la justice qu'à

l'intérêt national, de mettre en liberté ces citoyens dont l'utilité ne peut-être contestée et dont les services sont nécessaires.

La liberté est le plus grand des encouragemens que vous puissiez donner aux hommes utiles : vous ne devez plus souffrir que l'on vous prive de leurs lumières, de leurs veilles et de leurs travaux. La reconnoissance leur prescrira de se dévouer au service de la patrie. Votre comité de sûreté générale, formant un grand jury, saura remplir le vœu de la nation, et, en rejettant les réclamations des hommes inutiles ou dangereux, renvoyer dans le sein de leurs familles des citoyens qui ne feront usage de leur liberté que pour concourir à la prospérité générale.

Des circonstances vous avoient obligés d'accorder aux municipalités un pouvoir illimité sur la délivrance ou le refus des certificats de civisme ; ces dispositions furent alors nécessaires : maintenant il convient d'ajouter aux lois des dispositions qui en conserveront tous les avantages et en feront disparoître les inconvéniens. Il ne convient plus aux circonstances actuelles de laisser aux municipalités la faculté de refuser des certificats de civisme, sans en exprimer les causes. Les comités vous proposent de décréter que les municipalités exprimeront les motifs de leurs refus, lorsqu'elles croiront devoir refuser les certificats de civisme qui leur seront demandés. Ils ont pensé qu'il devoit être permis de soumettre à la décision des directoires de district l'examen des motifs de refus. Ces dispositions ont paru nécessaires pour faire cesser des abus et de graves inconvéniens. On sait quelles sont les suites

du refus d'un certificat de civisme : des fonctionnaires publics qui rejettent en quelque sorte du sein de la société ceux qui éprouvent leur refus, ne doivent pas en laisser ignorer les motifs.

Les besoins pressans et multipliés du commerce ont encore déterminé vos comités à vous soumettre plusieurs propositions dont ils demandent le renvoi à vos comités des finances et de commerce.

Les mesures que vos comités vous proposent leur ont paru celles que les circonstances devoient faire adopter. Rendre la liberté à tous les hommes utiles, imprimer le sceau de l'humiliation sur l'oisiveté, rappeler les institutions à leur origine, les pouvoirs à leur centre, honorer le travail, encourager le commerce, répandre des lumières, établir de fréquentes communications entre le peuple et ses représentans, poser les bases de l'instruction publique, leur ont paru les seuls moyens qu'ils dussent vous proposer pour remplir vos vues, soutenir l'éclat de la nation française, et assurer sa gloire et sa prospérité.

PREMIER DÉCRET.

La convention nationale, après avoir entendu le rapport de ses comités de salut public, de législation et de sûreté générale, réunis, charge son comité de sûreté générale et les représentans du peuple dans les départemens, de s'occuper, sans délai, de l'examen des réclamations des pères et mères des défenseurs de la patrie, de tous les citoyens agriculteurs, artistes et commerçans mis en état d'arrestation.

SECOND DÉCRET.

La Convention nationale, après avoir entendu le rapport de ses comités de salut public, de sûreté générale et de législation, décrète :

ARTICLE PREMIER.

Les municipalités et comités des sections qui refuseront des certificats de civisme, seront tenus d'exprimer les motifs de leurs refus.

II. Les citoyens auxquels les municipalités auront refusé des certificats de civisme, pourront s'adresser au directoire de leur district, qui, après avoir vérifié les motifs du refus, accordera ou refusera, s'il y a lieu, le certificat de civisme.

TROISIÈME DÉCRET.

La Convention nationale, après avoir entendu le rapport de ses comités de sûreté générale, de salut public et d'instruction publique, décrète :

ARTICLE PREMIER.

Le comité d'instruction publique est chargé de rédiger, dans le cours de la présente décade, un cahier d'instruction, dont l'objet sera de ranimer l'amour du travail, d'affermir les citoyens dans les principes de la morale, de l'attachement à leurs devoirs, de leur rappeler les grands événemens de la révolution, et de leur présenter les avantages des sciences utiles et des arts.

II. Ces cahiers seront envoyés dans toutes les communes, pour être lus, chaque jour de décadi, dans le lieu des séances de l'assemblée générale, où les pères et mères et leurs enfans seront convoqués et invités à se trouver.

III. La lecture sera suivie du chant des hymnes à la liberté. On exercera les enfans à célébrer, par leurs chants, les vertus civiques et les actions guerrières des héros de la patrie.

QUATRIÈME DÉCRET.

La Convention nationale, après avoir entendu le rapport de ses comités de salut public, de sûreté générale et de législation, charge ses comités de commerce et des finances de lui faire, sous trois jours, un rapport sur les pétitions et mémoires des marchands, tenus de verser dans les caisses de district et de la trésorerie nationale, les sommes dont ils sont débiteurs envers les étrangers des nations avec lesquelles la République est en guerre.

CINQUIÈME DÉCRET.

La Convention nationale, après avoir entendu le rapport de ses comités de salut public, de sûreté générale et de législation, charge ses comités de commerce et des finances, de lui faire, sous trois jours, un rapport sur les avantages qui peuvent résulter de la liberté indéfinie de l'exportation des marchandises de luxe, sous la seule obligation d'en faire rentrer les valeurs en France en effets, en matières ou marchandises de quelque espèce et de quelque nature que ce soit.

Sur les avantages et les désavantages de l'exportation du superflu des denrées de première nécessité, sous la condition de faire supporter à la république la perte du change ou de compte de clerc à maître avec les expéditionnaires, lorsqu'ils verseront à la trésorerie nationale leurs effets et valeurs sur l'étranger, et de leur

rembourser le montant de leurs effets sur le pied de leurs mises et de leurs avances.

SIXIÈME DÉCRET.

La Convention nationale, voulant accélerer l'époque où elle pourra faire répandre dans toute la république l'instruction d'une manière uniforme, charge son comité d'instruction publique de lui présenter dans deux décades un projet d'écoles normales, où seront appelés, de tous les districts, tous les citoyens déjà instruits, pour leur faire apprendre, sous les professeurs les plus habiles dans tous les genres des connoissances humaines, l'art d'enseigner les sciences utiles.

SEPTIÈME DÉCRET.

La Convention nationale, après avoir entendu les rapports de ses comités de salut public, de sûreté générale et de législation, charge ses comités de commerce et des finances de lui faire, dans trois jours, un rapport sur les moyens les plus avantageux de rendre à la circulation et au commerce toutes les matières et marchandises expédiées pour Commune-Affranchie et autres communes qui avoient été déclarées en état de rebellion, et arrêtées sur leurs routes; sur les avantages et les désavantages de la confiscation prononcée par le décret du 25 pluviôse.

HUITIÈME DÉCRET.

La Convention nationale, après avoir entendu le rapport de ses comités de sûreté générale, de législation et de salut public, réunis, ordonne que ce rapport sera inséré au bulletin, imprimé pour être distribué à chacun de ses membres au nombre de six exemplaires, et envoyé aux armées, aux municipalités, aux autorités constituées, aux sociétés populaires,